

## **Intervention de la délégation HDF - thème 1**

Le SNES-FSU, à travers la délégation hors de France, tient à donner une illustration des dérives des missions de service public dans le périmètre de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE). C'est un opérateur public, utilisé et détourné à des fins mercantiles par le duo Macron / Blanquer.

La décision présidentielle de doubler le nombre d'élèves du réseau d'enseignement français à l'étranger d'ici 2030 est une décision idéologique. C'est un véritable cheval de Troie pour développer des établissements totalement privés et faire exploser leurs profits, alors qu'ils n'ont aucun lien avec l'AEFE. Par exemple, le groupe Odyssey, présidé par un certain Luc Chatel, profite de cette politique avec l'ouverture de 14 établissements à travers le monde.

Le SNES-FSU combat au quotidien ces dérives et s'élève contre la privatisation en cours des missions de service public d'éducation. L'opérateur public AEFE favorise un accroissement effréné du réseau des établissements "partenaires" privés, avec des procédures d'homologation par le MEN de moins en moins exigeantes. Ceci au détriment des établissements en gestion directe et conventionnés, le réseau historique de l'AEFE .

Cette conception commerciale de l'éducation est inacceptable, et elle renforce des conditions d'apprentissage toujours plus inégalitaires.

Cette politique conduit également les établissements à se positionner dans des environnements concurrentiels. Les personnels sont soumis à une pression managériale les poussant à accepter des fonctionnements et des pratiques non réglementaires. Cela provoque une souffrance professionnelle et une perte de sens, le tout au nom de la compétitivité.

Alors qu'elle bénéficie d'une dotation publique à travers son unique tutelle (les Affaires étrangères), l'AEFE devient le prestataire d'une privatisation éhontée. Tout en subissant des coupes budgétaires drastiques, elle scie la branche déjà bien fragilisée sur laquelle elle est assise.

C'est un exemple bien concret et un laboratoire de la vision néolibérale de l'éducation qui est celle du gouvernement actuel. Dans les établissements français à l'étranger, le SNES-FSU continue sa lutte pour un véritable service public d'éducation. Il est en première ligne dans la défense des personnels qui subissent de plein fouet ce dévoiement du service public.